ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DU 3 AU 10 DÉCEMBRE 2026

CSA MESR

UNE AUTRE UNIVERSITÉ
UNE AUTRE SOCIÉTÉ

JE VOTE

éducation Sud Union syndicale Solidaires

Recherche Sud Solidaires

En 2025, 75 % des universités étaient en déficit. En 2026, elles le sont toutes. Cela est la conséquence d'un sous-financement chronique de l'ESR programmé par les gouvernements successifs depuis des décennies et de 15 ans d'autonomie des universités. Les établissements publics de recherche sont eux aussi exsangues et contraints à des cavaleries financières puisque par exemple le CNRS doit puiser dans son fonds de roulement payer sa masse salariale.
En euro constant, le budget de l'ESR a perdu 1 milliard entre 2025 et 2026 et aujourd'hui il manque 8 milliards pour les facs et 8 milliards pour atteindre l'objectif de 1 % du Produit intérieur brut consacré à la recherche publique. Ces coupes drastiques ont des conséquences désastreuses en termes de formation (fermeture de site, de filière, diminution des capacités d'accueil…), de recherche (baisse des financements pérennes, compétition exacerbée, augmentation de la précarité…), de conditions de travail et d'études (manque de personnel, augmentation de la charge de travail, salaires en berne, précarité étudiante, dégradation du bâti…). C'est un véritable plan social qui se déroule sous nos yeux.
Et pourtant, les milliards coulent à flot : 8 milliards pour le crédit impôt recherche, des milliards pour le secteur privé, notamment l'enseignement supérieur privé, soutenu par le gouvernement au travers de l'apprentissage et des multiples exonérations sociales et fiscales.
Et face à ce constat, le ministre menace d'augmenter les frais d'inscription, attaque les financements publics versés aux établissements publics de l'ESR, nous pressurise sous prétexte de « simplification administrative ». **SUD éducation et SUD Recherche dénoncent la hausse des frais d'inscription pour les étudiant·es étranger·ères**, mesure xénophobe et antisociale. Les facs vont craquer, à nous de les défendre et de nous mobiliser pour un enseignement supérieur public ouvert à toutes et tous, **pour une recherche publique au service de toutes et tous et pour nos conditions de travail.**
Non contents de casser le service public, les ministres d'Emmanuel Macron ont sévèrement attaqué les libertés académiques et d'expression sur les campus : colloques annulés, réunions publiques interdites, répression… **Sud éducation et Sud Recherche condamnent ces attaques ainsi que les répressions et violences policières envers les étudiant·es et lycéen·nes** qui se mobilisent pour leur avenir.

VOTER SUD, C'EST VOTER POUR

- **Aucun salaire en dessous de 2 200€ brut**, un rattrapage immédiat de 400€ et une limitation des écarts de rémunération ;
- **L'intégration dans le salaire de toutes les primes** pour neutraliser le clientélisme et mettre fin à la concurrence entre collègues : fin du Rifseep et du Ripec ;
- **La réduction du temps de travail :** 32h avec maintien du salaire pour les BIATSS, 128h annuelles de cours pour toutes et tous les enseignant·es-chercheur·euses, 256h pour les PRAG/PRCE, plafonnement des heures supplémentaires ;
- **Un statut unique des enseignant·es-chercheur·euses** (fusion des corps PU-MCF) ;
- **Le recrutement immédiat de 10 000 fonctionnaires,** dans les services administratifs, les bibliothèques, les équipes pédagogiques comme pour le corps enseignant, et plus de 60 000 sur les 5 prochaines années ;
- **Des moyens pérennes pour les laboratoires et des postes de titulaires**, à la hauteur des besoins à tous les niveaux et dans toutes les fonctions ;
- **La fin des inégalités entre les femmes et les hommes**, et entre contractuel·les et titulaires : à travail égal, salaire égal ;
- **Des moyens à la hauteur pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles** dans l'ESR et pour une vraie prise en charge des victimes ;
- Des moyens pour une **vraie politique d'inclusion des collègues en situation de handicap** ;
- **Un contrat doctoral pour toutes et tous** les doctorant·es qui le souhaitent ;
- **La titularisation de toutes et tous les contractuel·les** qui le souhaitent sur poste pérenne, sans condition de nationalité ni de concours ;
- **Les libertés académiques et de recherche**, qui sont fondamentales et non négociables, pour un ESR émancipateur et débarrassé des injonctions idéologiques comme économiques, d'où qu'elles viennent ;
- **La fin de l'externalisation de pans entiers des emplois** à l'université (nettoyage, sécurité, administratif…) et les réintégrer sur des contrats publics stables ;
- **L'action face aux urgences écologiques**, pour une transformation radicale sur nos campus (bâti, énergie, transport, consommation, numérique…) ;
- **La lutte contre la nouvelle gestion néolibérale qui bureaucratise l'université publique,** instaure des rapports de pouvoir entre des collègues, tue les collectifs de travail, réduit l'indépendance des fonctionnaires pourtant essentielle à leur métier et corrompt la démocratie universitaire. Affirmons la nécessité d'une université démocratique et émancipatrice !

UNE AUTRE UNIVERSITÉ UNE AUTRE SOCIÉTÉ

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DU 3 AU 10 DÉCEMBRE 2026

JE VOTE éducation Sud Solidaires — Recherche Sud Solidaires